

Communiste

Lien d'échanges, de communications, édité par des militant(e)s du Parti Communiste Français

N° 11



Octobre-Novembre 2004

NON à toute constitution européenne !

Une constitution, c'est l'organisation politique d'un Etat. Elle fixe les règles de vie de tous les peuples en fonction d'un objectif central qui, dans le système capitaliste, est le profit maximum.

Le traité de Maastricht, creuset du projet de constitution européenne, était, depuis 1992, la meilleure organisation possible pour réaliser ce profit maximum. Au nom de Maastricht et des traités et accords supranationaux qui l'ont complété (Nice, Barcelone), les gouvernements successifs ont attaqué les acquis sociaux. La Constitution européenne viendrait parachever ce processus.

Seuls les tenants du capital ont intérêt à une constitution européenne, capitaliste et antirépublicaine. Le oui, en France, du medef, en est une preuve éclatante.

Faire croire que l'on peut amender l'Union Européenne dans un sens social, c'est ignorer la nature foncièrement anti-sociale de l'intégration européenne, tournée de A à Z contre les peuples. Nous ne pouvons pas voter pour l'organisation de notre propre exploitation.

Les partisans du oui veulent embarquer la France et les autres pays dans une machine infernale. L'engrenage de la flexibilité et de la baisse du coût du travail, c'est toujours plus pour le capital et toujours moins pour les salariés et les peuples.

Le projet constitution met en cause les fondements de la République Française, entre autres la laïcité.

Il ne peut y avoir deux constitutions concurrentes.

Toute constitution européenne remplacera, tôt ou tard la constitution française.

Par ailleurs, la mise en place d'un "super Etat " européen, tantôt allié, tantôt rival impérialiste des USA, constituera un danger pour la paix.

Le Non à toute constitution est forcément un NON à la constitution Giscard.

Le NON peut l'emporter !

Ce NON majoritaire ouvrirait les portes d'une nouvelle situation politique, d'un nouveau rapport de forces plus favorable pour les travailleurs et les peuples.

Le Collectif P.C.F. 17

LES PEUPLES ONT BESOIN DES SERVICES PUBLICS !

Ce qui est en question avec les services publics, c'est de maintenir ou non la maîtrise publique, celle de la collectivité sur des activités qu'on estime indispensables pour chaque individu dans les conditions modernes de la société.

C'est là l'esprit de la mise en place d'une grande fonction publique au moment de la Libération avec l'installation d'un statut et des grandes entreprises nationales.

Sa première mission est de garantir à tous l'accès à un service de qualité et cela où que l'on soit.

Sa deuxième mission est de développer des tarifs adaptés pour contribuer à la réduction des inégalités sociales.

Sa troisième mission est de contribuer à l'aménagement du territoire.

C'est tout cela qui est attaqué. La question est de savoir si avec la politique menée depuis plusieurs années et aujourd'hui, on va pouvoir continuer à remplir ces missions : la réponse est NON.

La construction européenne a été le vecteur principal de la déréglementation des services publics. Dix ans se sont passés de la mise en concurrence à la première ouverture de capital en France, le temps de rentabiliser les services publics (ex France Télécom).

Aujourd'hui le capital privé est prêt à s'y engouffrer, pour au moins ce qui est le plus rentable.

Pour se conformer à l'Europe capitaliste, les Etats doivent renoncer à financer leurs services publics et sont poussés à ouvrir le capital. C'est ainsi que les Etats nations transposent les directives européennes en droit national. **Ils ne peuvent prétendre subir les directives, ils y participent puisqu'ils ont donné leur accord : ils sont dans l'Europe.**

Pourtant, ils ont la possibilité de préserver le caractère public de leurs entreprises. On peut donc s'interroger sur l'attitude du gouvernement de gauche à partir de la privatisation partielle de France Télécom en 1997 ou quand le ministre des transports décide l'ouverture au capital d'Air France etc ...

On ne peut non plus passer sous silence le rôle de l'OMC et de l'AGCS (Accord Général sur le Commerce et les Services) à l'échelle mondiale. Les objectifs sont les mêmes dans des conditions d'ouverture à la concurrence du marché mondial dominé par les USA.

Tous les sondages montrent l'attachement des Français tant aux services publics qu'aux entreprises publiques (entre 60 et 70).

Pourtant les luttes sociales ne sont souvent menées que par les agents alors qu'ils **ne se battent pas sur des revendications corporatistes mais pour l'intérêt général.**

Il est urgent que les forces progressistes se tournent vers les usagers, leurs associations et les élus locaux pour s'engager dans des combats concrets qui déjà se multiplient (contre les fermetures de gares, d'écoles, de bureaux de postes, ...).

Mais si elles sont essentielles, parce que de proximité, ces luttes s'avèrent insuffisantes à modifier les projets du capital, des libéraux voire des sociaux libéraux.

A nous de faire de la politique et d'y poser les problèmes gouvernementaux, européens mondiaux.

Car avec le service public, c'est tout le changement de société qui se trouve posé.

L'avenir est donc à faire reconnaître un secteur non marchand appelé à se développer au détriment du marché et des capitaux financiers, hors rapports capitalistes.

Cela suppose une volonté politique qui ne pourra se développer que grâce à un mouvement des idées dans la société elle-même.

Au delà d'une simple défense certes, nécessaire et urgente, des service publics tels que nous les concevons depuis la Libération, il est urgent d'envisager un projet de développement correspondant aux défis de l'humanité d'aujourd'hui, tels l'écologie et la préservation de la nature, de prendre en compte les questions de la formation et de la culture.

Il nous faut donc réfléchir à une réforme en profondeur de la fiscalité en s'attaquant aux actifs et profits des entreprises privées et en même temps envisager une réforme du crédit considérant celui-ci comme un véritable service public, pour financer la recherche, la formation.

On voit donc bien comment partant des luttes locales les plus révélatrices des enjeux comme des luttes d'opposition aux privatisations comme à EDF par exemple, **il y a URGENCE à clarifier les enjeux politiques de transformation de la société.**

Patricia Latour (Extraits Le Manifeste).

Chronique de la vie citoyenne d'une association locale "Alternative Citoyenne pour Périgny"

Alternative Citoyenne pour Périgny est une association née pendant les élections municipales de 2001, à l'initiative de militants communistes et de citoyens progressistes engagés dans un combat commun.

De multiples initiatives ont été prises après les élections où la liste avec 18 des voix a obtenu 2 élus.

Réunions publiques pour la Paix, contre la guerre en Irak, participation au forum des associations, fête de l'Humanité, etc...

Propositions élaborées avec les Citoyennes et Citoyens de la commune, cahiers de doléances qui ont circulé dans la cité concernant des propositions d'aménagement des quartiers, bref un foisonnement d'initiatives mettant en pratique la démocratie participative.

La position politique exprimée par Daniel Vince, élu communiste avec l'Association, condamnant sans réserve les délocalisations programmées par l'entreprise SITEL,

installée dans la zone industrielle de Périgny, marque sans ambiguïté l'orientation d'A.C.P, dont l'audience est grandissante.

L'engagement de ses adhérents vient de garantir le succès de la soirée citoyenne organisée pour la 4^{ème} année consécutive.

Cette année, 159 personnes réunies autour d'un repas préparé par les bénévoles de l'Association, ont passé une bonne soirée fraternelle, conviviale et ont dansé jusqu'à une heure très avancée, en se donnant rendez-vous pour l'année prochaine.

La démonstration est faite, que lorsque l'on respecte les citoyens dans leurs convictions, **on peut trouver un sens commun à une activité politique ou associative, à partir du moment où l'on définit les projets ensemble avec les gens.**

C'est bien cela la démocratie participative.

Le Président : Joël Péchereau.

Exploitation et résistance.

Le fatalisme, la morosité n'ont jamais fait avancer les droits des salariés mais sont, au contraire, facteurs de repli sur soi.

Le gouvernement Raffarin construit pierre par pierre, pour satisfaire le medef, une société ultralibérale qui laisse sur la route bon nombre d'entre nous (***un million d'enfants vivent sous le seuil de pauvreté. 15 000 personnes âgées sont décédées d'avoir eu trop chaud. 500 000 chômeurs ont perdu leurs droits, des milliers de salariés licenciés, le chantage à l'emploi, la remise en cause des 35 heures, les délocalisations***), la liste est longue et ne peut laisser indifférent.

Ni la situation internationale, ni même celle de l'Europe ne nous impose de tels sacrifices. C'est bien un choix, et même une stratégie de ce gouvernement pour satisfaire l'appétit des financiers qu'il nous faut remettre en cause.

En 2005, les exonérations de cotisations patronales devraient atteindre le montant exorbitant de 22,5 milliard d'euros.

Aujourd'hui le travail tel qu'il est organisé produit une grande souffrance. Mal ou peu reconnu, il permet de moins en moins de trouver sa place dans la société, de construire des projets d'avenir.

En effet, pour le medef et le gouvernement cela ne suffit pas. Ils veulent, par le biais de la loi sur la démocratie sociale et le service minimum, enlever la possibilité aux salariés "***de lutter contre les reculs sociaux, d'intervenir dans la gestion des entreprises***" avec comme points d'orgues "***casser nos garanties sociales, creuser les inégalités face aux problèmes de santé.***"

Les suppressions d'emplois de plus en plus brutales, les formes récurrentes de l'exploitation dans le monde du travail (***pression sur le coût du travail, mise en concurrence des salariés***) ont pour conséquence de faire exploser nos acquis sociaux.

Cette société ultralibérale du gagnant, du tout pour moi, conduit à l'individualisme égoïste et ne donne pas un sens humanitaire à la vie.

15 % de la population française renonce à se soigner faute de moyens financiers.

Sans solidarité, la société égoïste, la société exclusivement marchande, du tout se vend pour les plus riches et rien ne se partage avec les autres, nous guette.

Ce sens là ne doit pas devenir le nôtre. Alors luttons contre les inégalités pour conserver les bases solidaires de notre société que sont nos services publics, nos retraites par répartition, notre sécurité sociale...

J. Ph. Debayle.

J e me rappelle les manifestations puissantes et dynamiques contre les projets sur les retraites et la décentralisation fomentés par le medef.

Je me rappelle les pneus fumant devant le siège du medef sous le regard impassible de policiers casqués.

Je me rappelle l'inconnu tenant ostensiblement un drapeau syndical et remettant contre le bâtiment les pneus que 2 manifestants avaient enlevés.

Je me rappelle les employés du medef n'utilisant pas l'escalier de secours et se réfugiant sur la terrasse dans l'attente d'être secourus par les pompiers.

Je me rappelle le préfet affirmant à la télé que les pneus étaient imbibés d'un produit inflammable (alors que l'analyse de la police judiciaire démontrera que c'était faux).

Je me rappelle le journal S-0 reprenant le même mensonge.

Je me rappelle le responsable départemental du medef parlant de crime en bande organisée.

Je me rappelle le baron Antoine, patron des patrons, demandant des sanctions exemplaires contre cet acte terroriste.

Je me rappelle Sarko donnant ses ordres au commissariat.

Je me rappelle le petit patron déclarant sur RMC avoir été contacté par le medef pour tout casser pour briser la grève.

Je me rappelle le responsable local du medef accueilli, lors d'une garden-party, par ses amis, avec la chanson de Johnny "Allumez le feu".

Je me rappelle les " manifestants" cagoules, arborant un sigle syndical, saccageant le siège du medef à Pau.

Chaque fois que j'essaie d'analyser ces souvenirs, j'en arrive toujours à la même conclusion.

Tout relève d'une énorme machination, d'une véritable manipulation, d'une spectaculaire mise en scène pour détourner le peuple de la lutte contre les méfaits de la politique du gouvernement Chirac-Raffarin-Sarkosy à la solde du medef.

Aujourd'hui, 4 manifestants sont mis en examen et l'enquête a été reprise.

Le medef fait et fera tout pour que ces 4 salariés servent de boucs émissaires, pour que l'enquête s'arrête là où est sa volonté.

Il fait et fera pression pour que la Chancellerie soit à ses ordres comme il l'avait déjà fait en protestant violemment contre la décision du Juge des Libertés de relâcher 2 mis en examen.

Ne laissons pas le medef criminaliser le mouvement social.

Non, les 4 mis en examen ne sont pas des criminels.

Ils ont besoin de tout notre soutien tant moral que financier.

Paco Rojo.

Adhérent du Comité de Défense du 5 juin 2003 Je verse à la souscription 2004, la somme ci-dessous (à entourer), pour soutenir l'action du Comité

5 €

10 €

20 €

30 €

Autre :

Nom et prénom :

Adresse : Tel : e-mail :

(Chèque libellé à l'ordre de "Comité de Défense 5 juin 2003")

Bulletin à renvoyer à l'adresse suivante :

Comité de Défense - Maison des syndicats - 6 rue Albert 1er- 17025 La Rochelle Cedex 1 e.mail : comdef5juin03@aol.co

" Le soleil passe les frontières sans que les soldats ne lui tirent dessus."

Salim Jabran (Poète Palestinien).

En Irak, on annonce le millième soldat étasunien mort depuis le 1 mai 2003.

Dans le même temps, **plus de 30 000 Irakiens sont morts, la plupart sous les tirs et bombardements de l'armée US**, ce qu'oublie de dire les médias en ne montrant que des images d'attentats.

SILENCE ON TUE !

Depuis le 29 septembre, le nombre de morts de Gaza a largement dépassé la centaine dans une quasi indifférence internationale. Ariel Sharon, qui a cyniquement baptisé sa nouvelle campagne meurtrière "*Jours de pénitence*", profite sans retenue du permis de tuer que lui confère le soutien indéfectible de l'administration Bush.

Le chaos est une stratégie dont le premier ministre israélien escompte sortir vainqueur par la force des armes contre un peuple désarmé. Le plan de redéploiement consistant à se dégager de Gaza pour renforcer la colonisation en Cisjordanie ne vise à rien d'autre qu'à rendre impossible la création d'un Etat Palestinien aux côtés d'un Etat Israélien dans ses frontières légales de 1967....

En annonçant son retrait de Gaza, en se payant même le luxe de mécontenter des colons et les extrémistes de son propre camp, Sharon tente de se donner une image d'homme raisonnable et de faire oublier qu'il emmure la Cisjordanie.. Au nom de quoi il peut faire bombarder Gaza sans provoquer de tollé international.

Cette impunité absolue dont jouit le gouvernement israélien se retrouve de façon particulièrement choquante dans l'affaire Marwan Barghouti *. Un député palestinien, haut responsable du Fatah de Yasser Arafat, peut bien être capturé en toute illégalité et condamné à cinq fois la perpétuité, sans que cela choque la plupart des hommes politiques européens qui l'avaient reçu auparavant à Paris ou à Bruxelles et avaient vu en lui un dirigeant d'avenir dans un futur Etat Palestinien.

Jean Paul Piérot (extraits, l'Huma).

* L'Huma a lancé une pétition pour demander sa libération.

L'œil du cyclone

Ceci est un appel : le peuple le plus généreux, le plus digne et incontestablement un des plus courageux de la planète, celui qui depuis plus de 40 ans subit terrorisme (plus de 4 000 morts et autant de blessés, d'handicapés à vie), étranglement économique et désinformation permanente, je veux parler du peuple cubain, a besoin de solidarité.

Nous n'aidons pas Cuba, il est un de ces peuples qui nous aide à vivre, à résister à l'injustice... Un peuple qui aujourd'hui encore accueille des milliers d'enfants africains pour leur donner une formation. Savez-vous que les Cubains accueillent même les enfants des ghettos noirs des Etats-Unis, leur offrent la possibilité de devenir médecins, enseignants ? Y aurait-il eu la victoire de Chavez sans les médecins cubains qui sont allés dans les barrios que les médecins vénézuéliens désertaient ?

La parade infâme des clowns et des bateleurs calomnie ce peuple, accompagne des mensonges les plus indignes l'étranglement du blocus, ce meurtre quotidien contre les femmes et les enfants cubains.

Passez, il n'y a rien à voir qu'"*un régime communiste aux abois*"... Les maîtres du monde le disent et leurs clowns le répètent.

Les Cubains, après le cyclone Charley, ont besoin de notre solidarité *.

Danielle Bleitrach (Extraits, Le Manifeste)

*Vous pouvez envoyer vos chèques à l'ordre de France Cuba

Andrée Palol

8 square St Ferreol 66000 Perpignan.

Lors de leurs campagnes électorales, Bush et Kerry se sont vantés de leurs états de service pendant la guerre du Viêt-Nam.

Il faut se rappeler qu'entre 1961 et 1971, **près d'une centaine de millions de litres de défoliants ont été déversés sur le Viêt-Nam**. Ils contenaient de fortes doses de dioxine et ont entraîné des malformations chez les nouveaux nés, des cancers et autres maladies. Plus de 2 millions de personnes ont été exposées à l'époque.

Trente ans après, plus d'un million de vietnamiens souffrent encore de maladies imputées à l'agent orange et autres défoliants.

Mais comme dirait Colin Powell, "*le nombre de morts ennemis ne nous intéressent pas*".

LA DEMOCRATIE PARTICIPATIVE EN ECHEC DANS NOTRE FEDERATION.

Depuis le vendredi 22 octobre 2004, c'est fini. La consultation des communistes s'est conclue par un vote presque secret : pour ou contre l'adhésion au Parti de la Gauche Européenne.

Une affaire administrative réglée. Enfin débarrassé de ces lourdeurs démocratiques, on va pouvoir s'adapter à cette Europe du moindre mal. Face aux délocalisations, notre adhésion au PGE va nous permettre de rechercher en permanence des consensus ou des compromis mal fagotés au service de cette Europe qui avance comme elle peut.

Une question : qu'en pensent réellement les communistes qui n'ont pas voté, ou par négligence n'ont pas participé aux grandes assemblées générales convoquées en catimini et au dernier moment ?

Une vingtaine de communistes à La Rochelle, 7 à Rochefort, combien dans les autres sections ?

Certains dirigeants vont me rétorquer que je suis une mauvaise langue, que toutes les conditions politiques ont été réunies pour que chaque communiste se prononce en pleine connaissance de cause. Oui, notre fédération s'est acquittée du minimum vital pour donner un peu de crédit politique à une décision prise ailleurs et plus haut.

Parlons franchement aux communistes.

Les camarades pour l'adhésion, les camarades contre : à quel moment nous avons eu l'occasion de confronter nos points de vue, en toute fraternité, dans le respect de l'opinion de chacun ?

A La Rochelle, la vingtaine de camarades présents a bénéficié d'un privilège, nous avons pu échanger, confronter nos points de vue, même si le rapport introductif n'était pas vraiment fait pour susciter le débat, mais plus pour justifier l'adhésion presque obligatoire de notre parti à ce PGE.

Est-ce que 20 militants peuvent être représentatifs des 533 communistes de la section Rochelaise du PCF ?

Où sont nos camarades, pourquoi ne participent-ils plus à leurs AG, n'est-ce pas utile, nécessaire, indispensable de se poser cette question ?

Certains dirigeants ont peut-être décidé de renouer avec notre vieille culture de la démocratie représentative plus connue dans nos rangs comme "la délégation de pouvoir". Nos camarades nous font confiance, nous disent-ils.

Et, si la vraie question était : Mais où va le PCF ? Nous ne nous y reconnaissons plus.

Est-ce vraiment nécessaire de rentrer dans cette polémique de savoir si en adhérant à ce parti on va y perdre définitivement notre identité de communistes internationalistes ?

Certains disent qu'avec le PGE, on va s'occuper encore plus des questions internationales, nous n'en doutons pas, par exemple en condamnant encore plus fermement la très difficile expérience cubaine dans un contexte d'embargo économique de plus de quarante ans !

Aie ! On met les doigts sur des questions embarrassantes, comment notre PCF pourrait être solidaire du peuple cubain quand la politique du PGE est basée sur des consensus nous recherchant en permanence des compromis pour obtenir l'adhésion de tous les membres actifs des différents partis le composant ?

Je déconne, les dirigeants de notre parti nous affirment que nous garderons notre indépendance et notre identité, me voilà pleinement rassuré !

Contradictions politiques.

Une autre question me tараude l'esprit. Comment va-t-on définir notre politique, élaborer notre projet communiste pour une Europe de Paix puisque nous sommes engagés dans une solidarité d'états majors avec les différents partis qui composent le PGE, que nous sommes enfermés dans le carcan d'un Parti Européen ?

Je vais arrêter là les questionnements que pose notre adhésion à ce parti et que tous les communistes sont pleinement en droit de se poser, mais je constate que nous n'avons pas eu l'occasion réelle de confronter nos points de vues.

Le temps du débat

Notre adhésion est-elle si urgente que cela, n'avons-nous pas le temps d'un vrai débat ? je redeviens encore un utopiste, j'imagine qu'un jour on va enfin prendre le temps de demander l'avis des communistes, que l'on va organiser un vrai débat contradictoire, afin de réellement mettre en pratique la démocratie participative au sein de notre parti, je suis un incorrigible rêveur.

Au delà de mon humour un peu déplacé, je ne peux m'empêcher d'alerter tous nos camarades : **où va notre Parti** ? L'adhésion au PGE, est-ce une simple formalité administrative que nos dirigeants ont réglée par un vote, ou est-ce plutôt de vrais choix politiques décidés par nos dirigeants, sans un minimum de débats.

Ne sommes-nous pas rendus à un point de non retour sur la question de **l'existence même d'un**

parti révolutionnaire dans notre pays, personnellement je me pose la question.

Je suis profondément convaincu que notre parti a un avenir à condition de renforcer son identité de parti révolutionnaire, proposant de vraies perspectives de changement de société, permettant à chaque communiste d'être acteur principal de l'avenir de son Parti.

Daniel Vince.

PGE, résultats du vote, commentaires et conséquences.

Sans tribune de discussions dans l'Huma et dans les "Nouvelles", après des assemblées de section convoquées en dernière minute pour donner un semblant de démocratie, le vote pour ou contre l'adhésion du Parti au PGE (**parti de la gauche européenne**) a eu lieu.

Sur la France

74 % ont voté pour l'adhésion, 26 % contre.

> Le nombre d'adhérents du parti passe sous la barre des 100 000, soit une perte de 30 % par rapport au dernier congrès en 2003. C'est un sujet plus qu'inquiétant qui devrait interpeller bien des communistes.

Sur notre département :

86 % ont voté pour l'adhésion, 14 % contre.

Dans les observations de ceux ayant voté "Pour", on a pu lire *"attention à ne pas devenir un parti social démocrate", "il faut qu'il soit anticapitaliste", " Je ne sais pas, mais l'union fait la force" ...*

Ces camarades de bonne foi risquent de déchanter.

Ils ne savent sans doute pas qu'ils ont voté pour un parti comprenant plusieurs partis ayant approuvé Maastricht, ni que la dirigeante S.Y. Kauffmann du PDS allemand a approuvé la constitution Giscard, ni que 3 députés européens de la "gauche unie espagnole" se sont abstenus, le 4^{ème} ayant voté pour, ni que certains s'appellent social-démocrate, ni que

A l'article III-331 du projet Giscard il est écrit *"la loi européenne fixe le statut des partis ...et les règles relatives à leur financement"* et à l'article 1-46 *"ces partis contribuent à la formation de la conscience politique européenne..."* C'est pourquoi on retrouve à l'article 5 des statuts du PGE sur ses objectifs *"Promouvoir un travail de relations publiques européen qui soutienne activement la formation d'une entité européenne"*. La boucle est bouclée.

Nous sommes adhérents du PCF, pas du PGE qui accepte dans les faits l'Europe capitaliste en s'accommodant du projet Giscard. Notre internationalisme n'a rien à voir avec ce comportement de boutiquier social-libéral.

Le collectif PCF 17.

Jeanne Mandar, de la cellule Marcel Bougraud de Périgny, que l'on appelait familièrement Jeannot, est décédée. Elle avait particulièrement contribué au succès du dernier repas organisé par l'association "Alternative Citoyenne pour Périgny" du 9 octobre. La disparition brutale de notre camarade, originaire de La Réunion, si dynamique et si chaleureuse, nous consterne et nous attriste.

VIE DU PARTI

Lettres envoyées au "Courrier des lecteurs de l'Huma" et non parues.

Dans le film "Un siècle d'Humanité", des journalistes de l'Huma expliquent : " C'est bien de ne plus être l'organe central du Parti, on n'est plus obligés de ne transcrire que la position du Parti, on peut faire son métier..."

Pourtant, l'Huma, malgré ses nombreuses pages consacrées à sa fête, a totalement occulté la diversité des communistes et en particulier ignoré les débats organisés par des communistes qualifiés par certains d'"orthodoxes" : avec l'Huma, j'ai plus d'informations sur la diversité qui traverse le parti socialiste que sur celle de mon parti.

" *La diversité est une richesse*" serait-elle vouée à n'être, une fois de plus, qu'un slogan vide ?

Pour lutter, chaque communiste a besoin de l'Huma !

L'Huma doit refléter la diversité des communistes pour qu'elle soit le journal de tous les communistes, car pour vivre, l'Huma a besoin, aussi, de tous les communistes.

21 septembre, J. L. Rolland.

Comme la télé, l'Huma parle d'actes "terroristes". On semble oublier que l'Irak est un pays occupé. On parle de 30 000 morts depuis la fin de l'offensive américaine, mais combien sont dus aux tirs américains ? Quelle légitimité peut avoir le gouvernement Irakien qui autorise les bombardements sur son propre peuple ? J'attends de l'Huma une campagne aux côtés des pacifistes qui dise :

" NON à l'occupation américaine".

"HALTE au massacre du peuple Irakien".

18 septembre, Florence Granados.

Quelques remarques du Professeur Oulianov

Ambition, quand tu nous tiens !

R. Hue a été élu en remplacement de M.C. Beaudou, la seule sénatrice communiste qui avait voté non à l'élargissement de l'union européenne.

Ainsi, dans les jardins du Luxembourg, il pourra, lui qui voulait tant être ministre de Jospin, "*retrouver une parole nationale*" (Huma du 28/09/04).

Fidélité et lutte de classes,

Non, Sarko n'est pas un infidèle. Bien au contraire il est fidèle et attentionné auprès de ses électeurs fortunés de Neuilly (et d'ailleurs) : il diminue l'impôt sur la fortune.

Pour cela, il mérite un brevet de vulgarisation du marxisme. En effet il nous démontre par la pratique que la lutte de classes n'est pas dépassée, quoi qu'en disent certains.

Reporters Avec Frontières,

L'association Reporters Sans Frontière prétend défendre le liberté d'expression des journalistes emprisonnés.

Constatant qu'elle n'intervient jamais pour le journaliste étasunien Mumia Abu Jamal, le professeur propose de rebaptiser l'association

"Reporters Avec Frontières" celles au delà desquelles elle n'intervient pas, **pour ne pas déranger ses amis de classe.**